

PROJET

REVIS

Renforcement des villes intermédiaires pour le développement des services de base

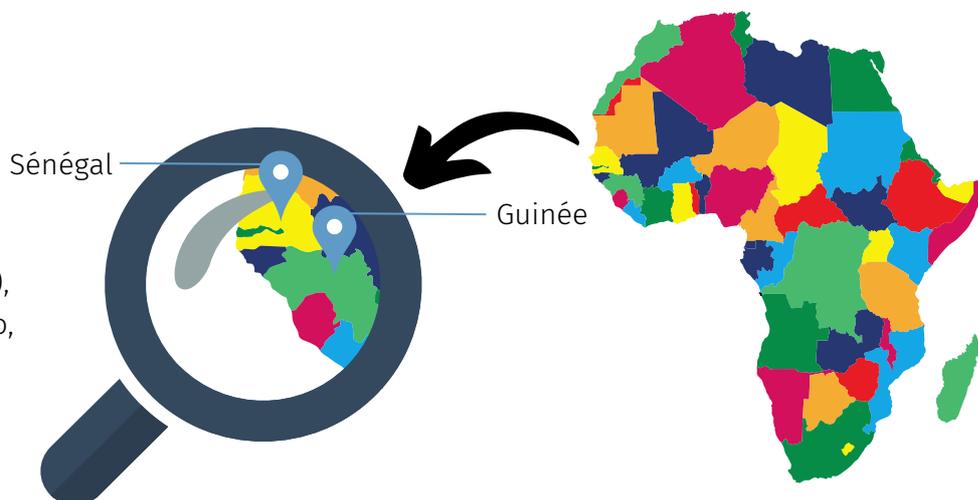
Objectif *général*

Contribuer au processus de décentralisation pour **l'émergence de villes et de communautés durables** à travers une **amélioration de la collecte des ressources fiscales et de la qualité de services** aux habitants (gestion des déchets et EHA - eau, hygiène et assainissement) dans des villes intermédiaires en Guinée et au Sénégal.



Localisation :
Guinée (Labé, Mamou, Pita),
Sénégal (Ourosogui, Rosso,
Gandon)

Dates :
Juillet 2023 – Juin 2026



Contexte

Les communes intermédiaires d'Afrique de l'Ouest connaissent une forte croissance démographique et urbaine qui rendent **difficile pour les communes d'assurer la qualité du cadre de vie** des populations, notamment pour ce qui concerne l'accès aux services essentiels (eau, assainissement et déchets). Ainsi, certaines problématiques persistent :

- Malgré des processus de décentralisation ambitieux et une volonté de rapprocher les centres de décision des populations, les **communes peinent à assumer les compétences qui leur sont déléguées** ;
- Les **outils de connaissance territoriale** sont, lorsqu'ils existent, souvent désuets et ne permettent pas de planifier convenablement les politiques publiques ;
- Ces villes font face à **un sous-investissement dans les infrastructures**, ce qui aboutit à l'exclusion d'une grande partie de la population de l'accès à ces services ;
- **Malgré la présence des services techniques déconcentrés sur les territoires**, le dialogue et la coopération entre l'ensemble des parties prenantes restent insuffisants.

Du fait de l'accès limité à ces services, la **gouvernance locale est régulièrement remise en question** et confrontée à un sentiment d'éloignement, ce qui est in fine source d'instabilité et nuit à l'émergence d'une dynamique citoyenne forte.

Objectifs

1. **Appuyer les communes** dans la mobilisation des ressources fiscales locales : pour permettre d'assurer aux communes une autonomie financière nécessaire au développement de services publics de qualité ;
2. **Renforcer la gouvernance** des services d'eau, d'assainissement et de gestion des déchets : pour assurer une gouvernance coordonnée, inclusive et pérenne avec une implication croissante de la société civile, et pour renforcer la connaissance des besoins ;
3. **Améliorer les services** aux usagers dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de la gestion des déchets : pour développer les services publics de qualité et améliorer le cadre de vie des populations.

Lien avec les Objectifs de développement durable (ODD) : ce projet s'inscrit dans l'ODD 11 qui vise à faire en sorte que les villes et établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables.



Les principales

activités prévues :

- **Renforcement des communes** sur la collecte des taxes (redéfinition de l'assiette fiscale, recensement des acteurs économiques, diversification des modes de paiement) afin d'autonomiser le financement des services ;
- **Mise en place/dynamisation** de cadres de concertation pluri acteurs et inclusifs ;
- **Renforcement en capacités** des services techniques communaux et des OSC locales ;
- **Cartographie des besoins** pour l'EHA, et l'environnement : développement de services, réalisation d'infrastructures, etc.
- **Renforcement des politiques sectorielles** et réalisation des infrastructures communales nécessaires ;
- **Sensibilisation communautaire** aux enjeux thématiques de développement local, durable et aux bonnes pratiques
- **Améliorer le dialogue et la concertation** entre les acteurs publics, la société civile et opérateurs économiques pour la définition et la mise en oeuvre de politiques sectorielles communales

Principaux résultats

attendus :

- Les six communes d'intervention sont dotées d'une **gouvernance fonctionnelle** pour traiter des questions de fiscalité
- La **collecte des taxes** est opérationnelle et renforcée
- Les six communes sont **dotées en référents techniques opérationnels** et compétents capables de suivre l'atteinte des objectifs communaux
- La société civile est structurée pour **suivre la bonne mise en œuvre des politiques publiques**
- La gouvernance participative permet **d'intervenir pour l'amélioration de l'EHA** communale
- La **gestion communale des déchets** et le cadre de vie des habitants sont améliorés



Principaux partenaires

du projet :



Agences régionales de développement, collectivités territoriales sénégalaises et guinéennes, services techniques déconcentrés (Hydraulique, Assainissement, Environnement...), OSC locales, Université Gaston Berger

SIÈGE

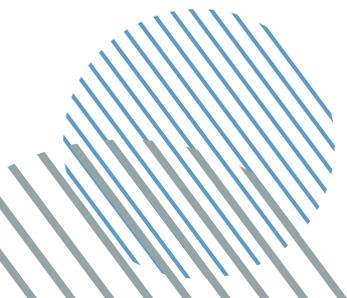
En France

71 rue Victor Renard

59000 Lille

(+33) 3 20 53 76 76

contact@lepartenariat.org



ANTENNES

En Guinée

BP151, Labé

(+224) 624 19 14 14

coordination.guinee@lepartenariat.org

Au Sénégal

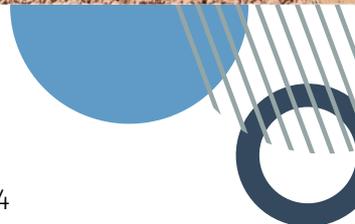
Quai Ousmane Masseck N'Diaye

X rue Potin

Île Nord, BP 746, Saint-Louis

(+221) 961 46 51

dupuy.nicolas@lepartenariat.org



LE PARTENARIAT



Une coopération à taille humaine

SUIVEZ-NOUS



www.lepartenariat.org

